

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE « FINANCES – VÉRITÉS » N°186

Premières chroniques en .pdf au lien : <http://www.radio-silence.org/>

Le chroniqueur est en-dessous des 800 €/mois du Minimum Vieillesse. Pour l'aider, c'est ICI ! MERCI !

ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM

**LOI d'A.D.L. MARTIN DESMARETZ de MAILLEBOIS
BASÉE SUR CELLE DE POL GARGAM - GOUVERNEUR HONORAIRE DE LA BDF 1973-86.**

VALANT INCIPIT PERMANENT :

1) **L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE** EST L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES DE TRAVAIL, BIENS ET SERVICES ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES,

2) **L'ÉCONOMIE FINANCIÈRE** EST L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES DE CAPITAUX ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES, EXPRIMÉS EN BIENS OU EN MONNAIES, LESQUELS PEUVENT, OU NON, CONSTITUER LES CONTREPARTIES DES ÉCHANGES DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE,

3) **L'ÉCONOMIE MONÉTAIRE** EST L'ENSEMBLE DES FLUX DE MONNAIES ÉMISES OU DÉTRUITES, CONSTITUANT, OU NON, LES CONTREPARTIES DES ÉCHANGES GÉNÉRAUX OU FINANCIERS, ET POSSÉDANT OBLIGATOIREMENT LES QUALITÉS MONÉTAIRES REQUISES : D'IDENTITÉ RIGOREUSE, D'INALTÉRABILITÉ À L'INFINI, DE FRACTIONNABILITÉ ET DE FONGIBILITÉ. **LA MONNAIE EST TOUJOURS CONCRÈTE SANS PRÉJUGER DE SES REPRÉSENTATIONS ABSTRAITES**, DEVANT ALORS TOUJOURS ÊTRE CONVERTIBLES À 100%.

POSTULAT : TOUTE CONFUSION ENTRE UNE ÉCONOMIE ET LES DEUX AUTRES ABOLIT TOUTE VALIDITÉ AU RAISONNEMENT EXPOSÉ DE N'IMPORTE QUI, N'IMPORTE OÙ ET N'IMPORTE QUAND, Y COMPRIS MOI-MÊME. NOBODY IS PERFECT.

C'EST LA RAISON DES TROIS PARTIES TOUJOURS DISTINCTES DE MA CHRONIQUE "FINANCES-VÉRITÉS".

Mercredi 29 NOVEMBRE 2017

(La précédente, prévue le 1er Novembre, n'a pas pu paraître suite au décès subit de notre cher WEBMESTRE : Lucien ABRAHAM le 24 Octobre (R.E.P.).

La prochaine est prévue pour le Mercredi 3 JANVIER 2018 aux bons soins de notre nouveau WEBMESTRE : Benjamin HAWECKER. Que Dieu lui prête longue vie !)

Les versions écrites sont, pour les premières au lien direct de RS en .PDF, ensuite au lien direct vers mon blog : <http://serviteurdubienpublic.blogspot.fr/>

**Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,**

L'extrême gravité de la totalité des informations collectées, décantées, triées, imprimées puis finalement classées en vue de leur emploi ici depuis fin Septembre, sont en quantité (plus de 700 pages !) et en contenu, à ce point denses et convergent que je suis conduit aujourd'hui à en repousser la synthèse faute du temps nécessaire que je dois encore y consacrer et que je n'ai pas pu trouver ces derniers jours. Une avalanche de nouvelles très inquiétantes s'est donc répandue ces deux dernières semaines notamment. Vous aurez bien sûr le tout résumé exactement et complet j'espère en Janvier prochain, si toutefois le "système" n'a pas explosé d'ici là, car à tout moment Janet YELLEN peut appuyer sur le bouton rouge monétaire et financier qui réduira l'économie de la planète à celle d'il y a deux mille ans pour 150 millions d'habitants alors qu'il y en a 7 Milliards, soit une récession de l'ordre de -99,98 % !

Je vais donc aujourd'hui vous livrer plutôt LA référence essentielle, comme une sorte d' "Horizon artificiel" d'avion, à savoir celle des principes fondamentaux, de nos jours archi-violés. La conclusion arrivera d'elle-même et cette référence synthétisée, largement étayée et soutenue par déjà 185 Chroniques, va vous servir pour l'avenir.

Comme à l'accoutumée et compte tenu de la gravité de la trahison dont nous sommes victimes depuis le 10 Mai 1981 tout particulièrement, je suis dans l'obligation depuis quelques temps déjà de commencer par l'examen du DEFICIT public. Celui-ci est calculé et déterminé par la haute fonction publique (BERCY), décidé par le Gouvernement (Elysée-Matignon) et délibéré par les Parlementaires (Assemblée Nationale) avec une continuité sidérante que ne peut expliquer que la lâcheté de tout ce petit monde politicard à vomir. Ainsi :

Selon la dernière situation du budget de l'État **publiée le 7 Novembre dernier** sur le site intitulé "*Performance publique & budget de l'État*" : "[En date du 30 Septembre dernier, le solde s'établissait](#)" (dernière publication effectuée) à **-76,3 Mds €**, en amélioration de **+6,7 Mds €** sur le 30 Septembre 2016 qui s'élevait à **-83,0 Mds €**. Ceci grâce essentiellement à une hausse supérieure aux prévisions des recettes fiscales de **+9,3 Mds €** à la même date (238,3 contre 229,0 Mds €), et sûée par vous ! Pour aboutir à ce déficit au 30 Septembre, les dépenses ont grimpé à -287,9 Mds € contre -277,4 à la même date en 2016, en aggravation de -10,5 Mds € ! **Vous parlez d'une " PERFORMANCE " !** Ce qui signifie que l'Agence France Trésor (AFT) a déjà dû trouver cette somme à emprunter pour permettre les paiements à cette date, plus ou moins le " termaillage (2) " administratif ! Étant donné que l'horizon est à l'heure actuelle selon l'Agence France Trésor (AFT) chargé d'un déficit annuel prévu à **-2,9 % du PIB**, lequel est bien entendu révisé (= magouillé) à la hausse pour y parvenir, soit environ **-76,5 Mds € contre les -69,3 prévus par la Loi de Finances Initiale (LFI)**, il est aisé d'apercevoir l'augmentation de la dette publique générale de ces mêmes **-76,5 Mds €** au 1er Janvier 2018 prochain. Les remboursements en 2018 seront comme à l'accoutumée opérés par de nouveaux emprunts conduisant à **une accentuation de la courbe descendante aux Enfers de -6,4 Mds € que j'ai signalée précédemment ! Le déficit prévu par le Gouvernement et compris par l'AFT étant de -82,9 Mds € pour 2018** ! **Ce qui prouve la volonté de tromper le Peuple sur la "performance" gouvernementale sous le masque du pourcentage maastrichtien, encore et toujours depuis MITTERRAND, sous la Présidence duquel nous vîmes arriver l'instrument de sélection des États : le PIB.** Et ce qui est le plus inadmissible moralement c'est qu'alors que tous ces "*Ministres intègres* et (autres) *Conseillers vertueux* (3) " vous font suer chaque année davantage de monnaie-travail, l'État en profite pour dépenser encore plus alors qu'il serait honnête qu'il diminue net, et FORTEMENT, ses dépenses de manière à vous soulager l'an suivant...

Nous allons examiner chacun des chapitres suivants, conscient de la nécessité urgente d'un retour à l'

« ANTIQUA ORDINIS CONTRE LE NOVUS ORDO MAÇONNIQUE !... »

Lien direct pour la partie écrite vers mon blog : <http://serviteurdubienpublic.blogspot.fr>

1) Dans l'ACTUALITE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE :

« ECO1 : ANTIQUA ORDINIS DES ÉCHANGES ! »

Vous avez appris depuis votre adolescence qu'il vous fallait travailler pour gagner votre vie.

En échange de votre travail, vous avez reçu de la monnaie.

Déjà familiarisé par les quelques petits dons de vos parrains et marraines qui vous avaient permis de vous acheter quelques choses utiles ou simplement convoitées avec cette monnaie, vous avez appris à en connaître grosso-modo le pouvoir d'achat par itérations.

Au fil de la vie, les billets ont fait place aux lignes de comptes courants en banques. Mais les signes monétaires, s'ils ont changé déjà plusieurs fois de nature depuis 80 ans, vous sont familiers. Vous savez aussi à quel point ce pouvoir d'achat s'est dévalué car exigeant toujours plus de signes monétaires de tous genres pour acheter les mêmes choses. Auparavant, dans les années soixante dix, un cageot de 25 belles laitues coûtait 5 francs chez le maraîcher. En 2017, une seule belle laitue de grand format en pleine saison et à la pièce revient aux alentours de 1,50 euros soit 9,84 Francs d'avant 2002. Il faut donc 246 Francs au lieu des cinq il y a quarante ans, soit environ 50 fois plus, pour ces mêmes 25 laitues ! Dans la mesure où les revenus de votre travail auraient été revalorisés dans la même proportion, personne ne sentirait la différence. Mais voilà, les salaires ne le furent point. Les retraites versées à partir d'une épargne précédente et constituant donc un travail différé n'ont pas augmenté autant. Pire, depuis 2006, elles ont diminué net touché alors qu'il faut toujours plus de signes monétaires pour acheter tout : le gaz +85%, ici la laitue +4.820 % depuis 40 ans, etc. !

Vous savez donc très bien que la monnaie utilisée sous la contrainte étatique ne remplit pas l'une de ses fonctions essentielles : conserver le pouvoir d'achat à l'identique ! Pourquoi ?

Parce que les banques ont, sur ordre occulte de la Secte Noire anglo-saxonne, inventé de la monnaie par le système appelé : " *Loans make deposits* " et alimenté avec, la boulimie des États. Résultat, les impôts écrasent les Peuples, rackettent le travail, accumulent des fortunes aux mains des gourous de la Secte, détruisent les services publics et les armées, asservissent les travailleurs, euthanasient les bébés, les jeunes et les vieux qui ne peuvent pas travailler.

Conclusion d'ECO1 :

La France est particulièrement visée par cette vaste destruction systématique car elle est connue depuis des siècles pour sa capacité de rébellion. Les échanges libres ont quasiment disparus, réduits comme peau de chagrin à trois fois rien, remplacés par des échanges sous la tutelle étatique et ultra contrôlés. Les Français sont conditionnés par une formidable saignée "à la source" du produit de leur travail, complétée par autre complémentaire : l'avalanche de taxes sur la consommation. Seul l'État, avec son poids de recettes fiscales et de dépenses publiques fait encore tourner la machine économique d'où la peur du vide dès que l'on parle d'en réduire la taille.

Proposition : Ne plus avoir peur du vide. Dégonfler l'Etat et le réduire à ses seules dépenses régaliennes comme la défense, la souveraineté et l'indépendance, et à moins de 100.000 fonctionnaires en tout pour un minimum d'administration et un minimum de tribunaux réduits à une seule filière de droit : le DROIT COMMUN dit "CIVIL". Comme la nature a horreur du vide, les échanges reprendront entre les travailleurs avec de la monnaie saine, au pouvoir d'achat garanti par un acte souverain : la parité monétaire, comme avant. La reconversion des millions de fonctionnaires est à opérer par cinquièmes annuels dans le privé en commençant par la destruction de la dernière "Armée rouge du monde" : l'EDUC-NAT plus la judiciaire. L'enseignement consommé par les parents pour leurs enfants et les recours à la Justice Vraie coûteront alors beaucoup moins que le système actuel... Ne croyez pas les adeptes intéressés qui vous claironnent le contraire. Il suffit de faire l'addition algébrique du tout !

LMDM

2) Dans l'ACTUALITE ÉCONOMIQUE FINANCIÈRE :

« ECO2 : ANTIQUA ORDINIS FINANCIER ! »

Dans les années soixante, les banques étaient des entreprises privées, faisant quelques bénéfices au total moyennant quelques basses commissions de l'ordre de 0,40% (Commission d'endos), 0,10% sur les découpponnements des titres, des taux de crédits d'escompte de 4% etc... Les services sur les comptes de dépôts étaient tous gratuits, les virements vers l'étrangers soumis à des frais fixes faibles, les commissions de changes de l'ordre 6 à 8% comme de nos jours mais sur de vraies monnaies et matières (billets et Or) réellement achetées ou vendues sur les marchés des changes et de l'Or à Paris, ouverts au public au Palais Brongniart.

Si telle banque était nationalisée c'était uniquement par actions et cela rapportait des dividendes à l'Etat, comme le Crédit Lyonnais que j'ai bien connu.

Au fur et à mesure que les banques ont raréfié l'utilisation de la "bonne monnaie" légale, encore anonyme, "au porteur" et donc LIBRE, en confisquant tous les échanges effectués par écritures en comptes, elles ont acquis un monopole des transactions, centralisées dans leurs bilans à elles. La Banque Centrale a continué à mettre en circulation la quantité de monnaie libre qu'elle pouvait qui n'a rapidement plus représentée que 2% des transactions. Les banques se sont mises à gaver l'économie, via une majorité de crédits à la galaxie étatique, de signes monétaires scripturaux émis par elles. Leur masse totale, disproportionnée de la masse de monnaie légale a rendu ces signes monétaires inconvertibles. Ceci leur a donné deux choses : le quasi monopole d'émission de l'ex quasi-monnaie, désormais utilisée de force par l'ensemble des agents économiques, et une rentabilité exacerbée sur cette circulation quasi-monnaire irréaliste et sans autre contreparties que les dettes. Alors que l'émission de monnaie libre légale (le monnayage officiel) coûtait de l'ordre de 4 à 8% nominal total, ce sont maintenant des centaines de pourcents par an dont se gavent les banques et la galaxie de leurs "chouchous" oligarchiques. Mais, *Errare Humanum Est Perseverare diabolicum* : ces super-bénéfices sont en monnaie inventée par les banques elles-mêmes, inconvertible, et ne sont donc que de la poudre aux yeux.

Bien sûr, à force d'expansion de la masse de quasi-monnaie, à jamais inconvertible en monnaie légale libre, tous ces bénéfiques farameux sont à 98% virtuels... Mais cette virtualité a été prévue dès le départ du plan maçonnique, bien avant 1776... Cette virtualité si elle ne rapporte pratiquement plus rien de réel, rapporte toute de même : le... POUVOIR ! Le POUVOIR économique et le POUVOIR sur l'État donc sur tous les "Citoyens" transformés en esclaves à vie, y compris leur descendance. L'esclavage est rétabli par le biais financier.

Conclusion d'ECO2 :

La conclusion est limpide, sous des excuses vaseuses de pseudo sécurité et de pseudo nécessité de contrôler les trafics financiers mafieux, l'État a dépossédé tous les gens de leur LIBERTE d'échanges et donné aux banques un monopole de ces échanges par les contreparties ex quasi-monétaires et néo virtuelles, en comptes ouverts de force chez elles. Le fameux "droit au compte" découle de l'obligation légale illégitime du compte bancaire...

Propositions : Il faut donc remettre les banques dans... LE DROIT COMMUN ! Il faut leur interdire, comme avant 1986, de pratiquer l'inter-compensation de leurs comptes quotidiens et les ré-obliger à compenser en "BONNE" monnaie légale libre chez la Banque de France, autrement dit les obliger à recommencer à payer pour de bon avec de la monnaie préalable et disponible, comme tout un chacun, et dans la même monnaie commune à tout le monde. En même temps, il faut les déposséder des comptes des gens. Ceux-ci devant recouvrer leur LIBERTE d'échange en monnaie libre, pleine et entière à 100%. Ce qui signifie, entre autres, recommencer à payer les fonctionnaires en monnaie légale, les salaires, les dividendes, tout ! Les banques retrouveraient alors leur appétit pour les vrais dépôts de la part de nouveaux VRAIS CLIENTS LIBRES, et donc de nouveau recherchés par elles, qu'elles ne songeraient donc plus à surcharger de frais qui les feraient fuir.

LMDM

3) Dans l'ACTUALITE ÉCONOMIQUE MONÉTAIRE :

« ECO3 : ANTIQUA ORDINIS MONÉTAIRE ! »

LHISTOIRE de la monnaie, multi-millénaire, est quasiment finie avec moins de 2% des règlements des échanges. D'ailleurs vous ne cessez d'entendre la pseudo nécessité de la voir disparaître complètement, remplacée par les règlements en ex quasi-monnaie scripturale, devenant purement comptable et même de consistance virtuelle.

Dans les années soixante, nos pères, grand-père, et arrière-grand-père pour les plus jeunes, touchaient leurs salaires, recevaient leurs appointements, honoraires et toutes rémunérations toujours en espèces. En 1963 encore, je touchais mon salaire à la caisse de mon employeur contre signature d'un reçu. L'expression "passer à la caisse" était une réalité pour recevoir son "solde de tout compte" en bonne monnaie légale libre... En 1968, j'allais au Comptoir de la banque de France le plus proche (moi, c'était celui de CORBEIL-ESSONNES) échanger les traites escomptées à nos clients entrepreneurs de tous types contre des billets légaux LIBRES, que je revenais ensuite faire distribuer par la manipulatrice (les gens du commun les appellent abusivement des "caissiers") à tous les clients qui faisaient la queue pour retirer leurs "sous" ! Quand les clients nous remettaient dans ces fameuses "sixties" des sommes en "espèces", nous les banques étions bien contentes, car cela nous donnait immédiatement de la "bonne monnaie" qui allait nous permettre de payer nos consœurs le lendemain matin à 11 heures des règlements effectués par nos clients à celles-ci ! Les banques étaient alors dans... LE DROIT COMMUN à TOUS.

Depuis 1986, il n'y a plus de compensation en "bonne monnaie", dite "centrale" car chez la Banque de France, par prélèvements ou versements sur les comptes de toutes les banques ouverts chez elle. Il n'y a plus eu non plus, du coup, de vrai "Chèque de Banque", c'est-à-dire émis par une banque sur son compte chez la Banque des banques : la Banque Centrale Nationale, la Banque de France.

Conclusion d'ECO 3 :

Depuis 31 ans, les banques sont sorties de la légalité, laquelle a été changée complaisamment par l'État pour leur permettre de devenir ce qu'elles sont maintenant : les seuls émetteurs de la monnaie utilisée par tout le monde et par la force "légale" du régime. Cette monnaie n'étant plus convertible en monnaie centrale (4), elle n'est même plus de l'ancienne "quasi-monnaie" (5) mais de la simple pseudo "monnaie de

banques", lesquelles pour éviter la faillite individuelle se sont cartellisées en violation du Code Civil, ce que l'État tolère en violation de son propre DROIT FONDAMENTAL, donc illégitimement !

Propositions : Il faut revenir à la seule monnaie centrale anonyme, AU PORTEUR, donc transmissible "par simple tradition" c'est-à-dire de "la main à la main", et donc encore concrète sous forme de billets Banque de France. Cela obligerait les banques à rejouer avec cette seule monnaie commune à tous les agents économiques. Les banques doivent revenir dans le DROIT COMMUN. Ensuite, il faut revenir à l'Or et à l'Argent en pièces concrètes bien sonnantes et trébuchantes ! Dépossédant alors même la Banque centrale de son monopole illégitime d'émission de billets eux aussi devenus depuis longtemps sans aucune couverture concrète. La Banque Centrale Nationale doit donc revenir dans le DROIT COMMUN à tous, comme avant 1935 et même surtout avant 1914, et complètement alors avant 1870.

LMDM

Ma Conclusion Générale du Jour : Comme l'a dit LEON XIII, encore un VRAI PAPE alors : " *à qui veut régénérer une société, il convient de la rétablir sur ses bases anciennes telles qu'encore solides* ", autrement dit : *DE RERUM NOVARUM* !

Il convient de retirer immédiatement à l'Etat la tolérance populaire :

- de faire du déficit annuel sans qu'il soit compensé l'année suivante par un excédent au moins équivalent sans surcroît d'impôts.
- de signer des emprunts sur notre dos sans notre consentement individuel signé et authentifié.
- d'appeler des impôts pour autre chose que la Défense, la Souveraineté, l'indépendance, la bonne administration minimale nécessaire.
- de détruire notre FORCE PUBLIQUE de défense intérieure et extérieure.
- de dépenser dans un tas de services publics qui seront TOUS bien mieux assurés et plus économiquement par des entreprises privées qui ajustent leurs comptes, elles !
- d'obliger tout le monde à ouvrir un compte bancaire qui donne aux banques un pouvoir absolu et donc cher sur chacun d'entre nous !
- de tolérer l'émission de monnaie publique par les banques qui en abusent au point d'en arriver à la faillite générale d'elles-mêmes, de l'État et des particuliers !
- de tolérer une Banque de France asservie à une BCE étrangère et qui plus est de droit allemand !
- de mettre en circulation des billets inconvertibles et d'autant plus que les marchés interbancaires, des changes et de l'Or sont fermés au public et expatriés en Angleterre !
- de fermer les marchés au public et l'obliger à les rouvrir dans leurs formes anciennes qui garantissaient la LIBERTE de tous et de chacun !

Bref, **il faut aussi remettre l'ETAT lui-même dans le DROIT COMMUN et dans l'obligation de respecter son DROIT FONDAMENTAL en lui interdisant définitivement de le violer !**

Comme vous voyez, c'est une vraie révolution qu'il faut opérer car ces simples retours nécessaires aux bons principes économiques généraux, financiers et monétaires impliquent d'évidence un changement de régime politique. Celui qui s'est emparé de la France en 1789-1792, et qui tente ouvertement depuis 31 ans de finaliser son œuvre de destruction des principes anciens, lesquels gênent bien évidemment les plans d'appropriation du monde par son idéologie satanique, est notre ennemi. Cette pseudo "république" est l'ennemie du genre humain, de la France et des Français principalement, dont les aïeux et ancêtres ont donné au monde la plus belle langue et la plus belle civilisation, laquelle fut si créative et inventive qu'elle a engendré pratiquement toutes les grandes découvertes dont le monde profite de nos jours.

LMDM

Chronique rédigée sur 4 Pages, plus les éventuelles photos et annexes.

Synthèse de plus 18 pages de notes prises aux sources et aux actualités sans parler des milliers de pages mémorisées dans le PC... prises en marge de 60 journées de travail de 10 heures chacune partagées avec les CPI !

Ancien Professeur d'Économie Politique appliquée au monde bancaire auprès de l'I.F.B., de 1989 à 1993 en sus de mon travail à l'époque de Co-Directeur de Sièges off-shore d'investissements aux USA.

Ex-Cadre Hors Classe, Sous-directeur de l'Établissement de Portefeuille : SCS « I.R. » du groupe ROTHSCHILD nationalisé en Février 1982 par les idéologues socialo-communistes au pouvoir, traîtres à la France.

Ma devise est : **NON DEFICERE MINIME (NE PAS FAIBLIR, JAMAIS)**

Mon Blason (déposé) après personnalisation de ceux des ancêtres est : « D'Azur, au DEXTROCHERE d'Argent, offrant un LYS des MARAIS au Naturel, au Soleil (le Roi), prélevé sur un lit de 4 Besants ». J'ai voulu marquer ma détermination à aider le Royaume et son Roi à retrouver une monnaie qui ait les qualités requises pour le bonheur des Peuples réunis à la Couronne. Il n'est pas armé, et donc au civil, au contraire des Maréchaux de France ancestraux. Il retrouve donc ce côté « civil » du premier. J'ai aussi voulu marquer une limite nette à mon ambition, au contraire du premier, en limitant l'effort de l'offre à UN LYS tandis qu'il était des 3 LYS au départ en 1715-1720, ce qui m'a paru prétentieux. Quant au Roi, il est ici visualisé par le Soleil alors qu'il était non explicite dans les blasons ancestraux précédents. J'ai donc voulu aussi marquer plus de modestie et d'humilité.



Annexes :

1) NOTA BENE :

Pourquoi des théories économiques erronées demeurent populaires



[Steve Saville](#)
[The Speculative Investor](#)

Publié le 29 mai 2017

672 mots - Temps de lecture : 1 - 2 minutes



(0 vote, 0/5) , [1 commentaire](#)

Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, les économistes autrichiens les plus renommés de leur époque, ont su anticiper le krach boursier de 1929 et prédire les lourdes conséquences des tentatives des gouvernements de stimuler artificiellement la croissance économique après l'effondrement. John Maynard Keynes, en revanche, a été complètement pris de court par l'effondrement du marché boursier et le désastre économique du début des années 1930. Et pourtant, ce sont les théories de Keynes qui sont devenues populaires dans les années 1930, alors que le travail de Mises et Hayek a été largement ignoré.

Pourquoi ?

Keynes est devenu populaire parce qu'il a dit aux puissants ce qu'ils souhaitaient entendre. Il leur a apporté un soutien intellectuel qui leur a permis de développer des programmes qu'ils avaient non seulement déjà en tête, mais qu'ils avaient aussi commencé à faire appliquer. Bien que ses théories soient truffées d'erreurs, Keynes a également séduit de nombreux économistes, parce que l'adoption de ses théories était susceptible de leur conférer une influence bien plus importante sur la confrérie économique.

Les points soulignés dans le paragraphe ci-dessus, ainsi que le charisme de Keynes, expliquent pourquoi les théories keynésiennes sont devenues les théories dominantes. Mais ils n'expliquent pas comment elles ont pu le demeurer malgré la montagne de preuves qui indiquent qu'elles ne peuvent que mener à un déclin économique de long terme.

D'après ce que j'ai pu voir, les théories keynésiennes sont devenues populaires pour trois raisons principales.

- Tout d'abord, elles s'accordent avec les objectifs de tous les hommes politiques actuels, et il existe aujourd'hui un appareil gouvernemental qui dépend de l'application continue de ces théories. En d'autres termes, une majorité des gens ont donc tout intérêt à perpétuer le mythe selon lequel le gouvernement devrait gérer l'économie.

- Deuxièmement, il est généralement impossible de réfuter une théorie économique grâce à des données, parce que ces mêmes données peuvent généralement être interprétées de différentes manières et utilisées pour justifier de théories opposées. La vérité, c'est que la science économique implique de commencer avec la bonne théorie pour pouvoir interpréter les données correctement.

- Troisièmement, le Keynésianisme est plus un ensemble d'anecdotes qu'une théorie cohérente, dans le sens où il explique l'évolution des choses par des événements imprévisibles et l'évolution de l'« esprit animal ». Il est impossible d'invalider une position intellectuelle qui est constamment changeante.

Un bon exemple de la manière dont les mêmes données peuvent être interprétées de différentes façons pour défendre des théories conflictuelles peut nous être apporté par l'effondrement de l'économie des États-Unis qui a eu lieu entre 1937-39. Selon les Autrichiens, le fait que le gouvernement fédéral ait soutenu les prix, accru ses dépenses, gonflé la masse monétaire et interféré avec les industries – et donc fait de son mieux pour interférer avec le processus correcteur survenu après le krach boursier de 1929 – a garanti une reprise économique de court terme qui n'aurait pu que disparaître aussitôt que ces supports artificiels se trouveraient réduits. L'erreur commise, selon les Autrichiens, a été l'apport de ce soutien artificiel. Selon les Keynésiens en revanche, l'erreur a été de retirer ce soutien prématurément. Ils sont d'avis que le gouvernement et la Fed auraient dû continuer de faire le nécessaire pour repousser l'effondrement, l'idée étant qu'avec une assistance gouvernementale suffisante sous forme de nouvelle monnaie, de nouvelles réglementations, de contrôles de prix et de création d'emplois sur le secteur public, l'économie peut croître jusqu'à de nouveau devenir autonome.

Malheureusement, le stimulus monétaire keynésien sous la forme de dépenses gouvernementales, de crédit et d'inflation monétaire en période de récession économique ne peut pas mener à une reprise autonome. Et face à cette réalité, les Keynésiens ont deux réponses possibles : ils peuvent décréter que le stimulus aurait fonctionné s'il avait été plus agressif, ou bien que l'économie s'en serait encore plus mal tiré en son absence.

Qui pourrait contester ça ? C'est une déclaration qui ne peut jamais être invalidée, parce qu'il n'est jamais possible de revenir en arrière pour montrer ce qui se serait passé dans le cadre de politiques différentes.

2) Termaillage : terme technique désignant le jonglage sur le temps. C'est tout simplement échanger les dates de paiements ou les sommes contre d'autres afin de "gagner du temps". Le changement des termes précédemment convenus, et le plus souvent DU terme (échéance), a créé le verbe "termailler" et son action le "termaillage". Mot technique utilisé d'abord dans la balance des règlements venant en contrepartie de la balance commerciale du pays...

3) Ruy BLAS, célèbre tirade qui commence ainsi...

4) 2% ne peut se convertir en 100% !

5) La notion de quasi-monnaie représentait l'idée de la convertibilité des dépôts en banques en monnaie légale de la BDF !